

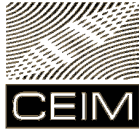
Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

Notre analyse	1
Politique commerciale américaine	
Discours sur l'état de l'union : Des objectifs ambitieux en matière de commerce.....	2
Un nouvel outil pour contraindre la Chine à respecter les règles commerciales.....	3
Plan de consolidation des agences responsables du commerce	4
Relations commerciales	
Renouvellement de l'Accord sur le bois d'œuvre jusqu'en 2015	5
Propriété intellectuelle	
Philip Morris dépose une plainte contre l'Australie	6
Études économiques et articles connexes	8

Résumé analytique : Le discours sur l'état de l'union du président, qui ressemblait davantage à un discours de campagne qu'à un programme de réformes réalistes, a donné le ton à l'année électorale qui débute et qui sera marquée par les prises de positions partisans. Contrairement à sa modération habituelle, le président Obama a vertement critiqué la Chine pour ses pratiques concurrentielles déloyales. La priorité qu'il a accordée à la relance de l'industrie manufacturière et les réformes fiscales qu'il a proposées pour accroître le taux d'imposition des citoyens fortunés cherchent à mobiliser la base ouvrière démocrate. Parallèlement, le rejet par l'Administration Obama du projet de pipeline Keystone XL qui devait permettre d'alimenter en pétrole albertain les raffineries du golfe du Mexique et la promotion des énergies renouvelables sont aussi des gestes hautement partisans.

Dans ce contexte, la marge de manœuvre de l'exécutif pour procéder à des réformes en 2012 s'annonce bien mince. Cependant, l'Administration Obama aura l'occasion de défendre son bilan et de faire la promotion de ses orientations pour son prochain mandat. Les négociations du Partenariat transpacifique devraient occuper l'avant-scène de la politique commerciale au cours des prochains mois, alors que les pays participants débattront du contenu final de chapitres controversés comme ceux sur les normes du travail, l'environnement, les droits de propriété intellectuelle et les règles d'origine.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

Politique commerciale américaine

Discours sur l'état de l'union : Des objectifs ambitieux en matière de commerce



Barack Obama a prononcé, le 24 janvier dernier, le dernier discours sur l'état de l'Union de son premier mandat. Dans un discours à forte saveur électorale, il a mis l'accent sur les réalisations de son administration ainsi que sur son programme économique. Il a également avancé plusieurs propositions de réforme fiscale, insisté sur la relance du secteur manufacturier, les réformes en éducation, le secteur de l'énergie etc. La Maison-Blanche a publié un plan qui résume les propositions du président, intitulé *Blueprint for an America built to last*.

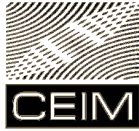
La relance du secteur manufacturier, durement touché par la crise, mais aussi plus généralement par la mondialisation de l'économie, est au cœur des priorités économiques du président. La croissance de ce secteur est directement lié à l'atteinte de l'objectif de l'Administration de doubler la valeur des exportations entre 2010 et 2014. Afin d'en favoriser la reprise, il souhaite lier les incitatifs fiscaux des entreprises à la création d'emplois aux États-Unis. Pour assurer la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, il a défendu la mise en place de programmes de formations adaptées aux besoins de l'industrie, capables d'assurer la mise à niveau des travailleurs mis à pied dans les secteurs touchés par les délocalisations.

Barack Obama a insisté à plusieurs reprises sur les efforts déployés par son administration à imposer des conditions de saine concurrence pour les entreprises américaines à l'étranger. Il a ouvertement relevé le comportement répréhensible de la Chine en la matière, mentionnant les nombreux cas présentés par les États-Unis devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC. Afin d'accroître la pression sur la Chine, le président a annoncé la mise sur pied d'une "unité" chargée d'enquêter sur les pratiques commerciales déloyales (*Trade Enforcement Unit*). Il a aussi fait mention de son désir d'obtenir du Congrès le pouvoir de consolider les six agences fédérales responsables du commerce afin d'en accroître l'efficacité.

La réplique officielle du parti républicain est venue du gouverneur de l'Indiana, Mitch Daniels. Ce dernier a reproché au président sa vision trop optimiste de l'état de l'économie américaine et repris les principaux griefs de son parti. Sans affubler le président de l'épithète de socialiste, il lui a néanmoins reproché d'attiser la division des classes aux États-Unis et de tenir un discours anti-entreprise. La Chambre de commerce des États-Unis (USCC) s'est aussi inquiétée des prises de position du président, lui reprochant de vouloir recourir de manière excessive à la régulation et à l'intervention de l'État afin d'assurer la reprise de l'économie.

« Nous devons arrêter de récompenser les entreprises qui délocalisent les emplois et commencer à récompenser celles qui créent des emplois ici, aux États-Unis. »

– Barack Obama, discours sur l'état de l'union, 24 janvier 2012



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

« Le président a proposé de nombreuses solutions aux problèmes de l'économie et de la nation. Malheureusement, trop souvent ces solutions reposent sur des hausses de taxes, davantage de dépenses gouvernementales et une avalanche de nouvelles régulations. Pour créer les emplois nécessaires aux Américains, nous nous devons d'accroître la libre entreprise, non pas d'accroître la taille du gouvernement fédéral. »

– Thomas J. Donohue, président de la USCC, communiqué de presse, 24 janvier 2012

Malgré les appels répétés du président Obama à la coopération entre élus républicains et démocrates au Congrès, il est peu probable que les nombreuses réformes qu'il propose voient le jour en 2012. En pleine année électorale, la Chambre des représentants dominée par les républicains devrait s'opposer systématiquement à toutes les réformes présidentielles. Ce discours sur l'État de l'union aura cependant eu le mérite de mettre en lumière les principaux thèmes de campagne électorale du président.

Pour consulter le discours sur l'état de l'union 2012, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/01/24/remarks-president-state-union-address>

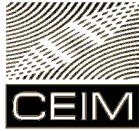
Pour consulter le plan de réforme publié par la Maison-Blanche, *Blueprint for an America built to last*, voir : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/blueprint_for_an_america_built_to_last.pdf

Pour consulter la réponse officielle du parti républicain prononcée par le gouverneur de l'Illinois Mitch Daniels, voir : <http://www.speaker.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=276315>

Pour consulter le communiqué de presse de la Chambre de commerce des États-Unis en réaction au discours sur l'état de l'union 2012, voir : <http://www.uschamber.com/press/releases/2012/january/donohue-sotu-time-unite-americans-around-common-plan-not-divide-them-pol>

Un nouvel outil pour contraindre la Chine à respecter les règles commerciales

Le président Obama a profité de son discours sur l'état de l'union pour annoncer la mise sur pied d'une "unité" chargée d'enquêter sur les pratiques commerciales déloyales (*Trade Enforcement Unit* (TEU)). Le groupe sera formé de fonctionnaires issues des départements du Trésor, du Commerce, de l'Énergie et du bureau du représentant américain au Commerce (USTR). Il aura comme objectif d'accroître la conformité aux normes internationales en matière de taux de change, de droits de propriété intellectuelle et d'accès aux marchés. Les différents services administratifs responsables des procédures légales pour le commerce international coopéreront sous la direction du conseiller à la sécurité nationale adjoint chargé des affaires économiques internationales, Mike Froman. Le président a expressément reconnu que la Chine était la cible principale de cette nouvelle unité. Cependant, son mandat ne se limite pas au géant asiatique, mais s'étend à tout État qui ne respecterait pas ses engagements internationaux en matière de concurrence. Cette nouvelle initiative serait devenue nécessaire devant le peu de progrès accompli au cours des dernières années dans les deux forums bilatéraux, soit la *U.S.-China Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT) et le *U.S.-China Strategic and Economic Dialogue* (SED).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

Cette initiative survient en pleine surenchère quant aux mesures à adopter contre la Chine. Les deux chambres du Congrès pressent l'Administration Obama d'agir et le Sénat a déjà adopté un projet de loi qui contraindrait le département du Commerce à être plus sévère envers la Chine.¹ Le favori à l'investiture républicaine, Mitt Romney, s'est d'ailleurs prononcé en faveur

« Il est inacceptable de tolérer qu'un pays permette le piratage de nos films, de notre musique et de nos logiciels. Il est inacceptable que des entreprises étrangères soient plus compétitives que les nôtres sur la seule base des subventions publiques qu'elles reçoivent. »

– Barack Obama, discours sur l'état de l'union, 24 janvier 2012

d'une diplomatie plus agressive envers le premier partenaire commercial des États-Unis. Des deux côtés du Pacifique, 2012 sera une année de transition politique, toujours propice à la confrontation, chacun affirmant avec fermeté ses positions.

La Maison-Blanche n'a pas spécifié comment la TEU entendait accroître le nombre d'actions légales contre les pays contrevenants. Le département du Commerce et l'USTR possèdent déjà des services chargés de faire respecter les normes internationales en matière

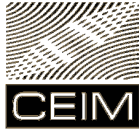
de concurrence et d'accès aux marchés. Plusieurs entreprises américaines refusent cependant de porter plainte auprès de ces organismes, craignant les représailles chinoises. La TEU, en coordonnant davantage les actions et les ressources des différents départements américains, pourrait contourner ce problème. Les violations des règles commerciales par des pays comme la Chine ou la Russie sont abondamment documentées, mais l'Administration Obama doit aussi considérer les conséquences géopolitiques, sinon financières des mesures de rétorsion. Jusqu'à présent la Maison-Blanche a toujours été fort réticente à affronter la Chine de face, tout comme elle a toujours rejeté toute action qui entraînerait des représailles commerciales majeures de sa part. De plus, les États-Unis coopèrent avec la Chine sur de nombreux sujets, que ce soit l'Iran ou la Corée du Nord, ce qui limite encore leur marge de manœuvre.

Sources : Doug Palmer, « Obama Plans New Team to Get Tough on China Trade », *Reuters*, 25 janvier 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/01/25/us-usa-obama-speech-trade-idUSTRE80O06A20120125> ; « US Election Year Focuses Spotlight on China Currency, Trade », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 16, no 1, 11 janvier 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/123051/> ; « In Announcing Trade Enforcement Unit, Obama Stresses Fair Competition », *Inside US Trade*, vol. 30, no 4, 27 janvier 2012.

Plan de consolidation des agences responsables du commerce

Le président Obama a demandé au Congrès de lui accorder le pouvoir de réorganiser les agences responsables du commerce afin de faciliter la promotion des exportations. Il souhaite consolider au sein d'un même département les fonctions principales du département du Commerce, de la Small Business Administration, du bureau du représentant américain au Commerce (USTR), de la banque d'import-export, de la société américaine de promotion des investissements à l'étranger et de l'agence pour le commerce et le développement. Le président espère ainsi éliminer les dédoublements de fonctions, faciliter la promotion des exportations auprès des PME et économiser près de 3 milliards de dollars É-U annuellement. Toute réforme de

¹ Pour plus de détail sur les initiatives du Congrès, consultez la Chronique commerciale américaine d'octobre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7011



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

cette enveloppe doit être entérinée par le Congrès, qui peut proposer des amendements au projet. Le pouvoir de réorganisation permet à l'exécutif de présenter une proposition de réorganisation administrative au Congrès qui l'appuie ou la rejette par un simple vote, sans droit de regard sur celle-ci. S'il lui était accordé, ce serait la première fois depuis Ronald Reagan qu'un président dispose d'un tel pouvoir.

« Depuis trop longtemps, les responsabilités de nombreuses agences se chevauchent, ce qui entrave l'accès aux ressources gouvernementales pour les petites entreprises. Ces chevauchements donnent aussi lieu à un gaspillage de ressource et à des duplications de fonctions. »

– Maison-Blanche, Government Reorganization Fact Sheet, 13 janvier 2012

Il serait très surprenant que le président Obama obtienne cette autorité en pleine année électorale alors que le niveau de coopération entre son administration et le Congrès est au plus bas niveau. Déjà, des congressistes influents et les principaux lobbies d'entreprises ont exprimé leurs inquiétudes. Le président du comité des Finances du Sénat, Max Baucus (D-Mont), et le président du Comité des Voies et Moyens de la Chambre des représentants, Dave Camp (R-Mich), bien qu'en accord avec l'objectif de rationalisation, s'opposent à la subordination de l'USTR. Devant une telle opposition, le président Obama devra probablement revoir son plan et ce, même si la Chambre des représentants passe à nouveau sous contrôle démocrate en 2013

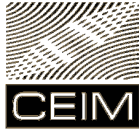
Pour consulter la fiche de renseignement publié par la Maison-Blanche qui trace les grandes lignes de la réorganisation des agences responsables du commerce, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/01/13/government-reorganization-fact-sheet>

Sources : « White House Push to Streamline Federal Government Sparks Trade Questions », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 16, no 2, 18 janvier 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/123220/> ; Kevin Bogardus, « Industry Groups to President Obama: Leave Federal Trade Agency Alone », *The Hill*, 17 janvier 2012, en ligne : <http://thehill.com/business-a-lobbying/204433-industry-groups-to-obama-leave-trade-agency-alone->

Relations commerciales

Renouvellement de l'Accord sur le bois d'œuvre jusqu'en 2015

Les États-Unis et le Canada sont convenus de prolonger l'Accord sur le bois d'œuvre, et ce jusqu'en octobre 2015. L'accord, mis en place en 2006, permet aux producteurs canadiens de bois d'œuvre d'exporter vers les États-Unis, moyennant l'imposition de tarifs et de certains quotas sur leurs produits s'ils atteignent un prix plancher. Les exportations canadiennes de bois d'œuvre vers les États-Unis, qui s'élevaient à près de 10 milliards de dollars canadiens en 2004, ont chuté dramatiquement depuis, pour atteindre moins de 3 milliards de dollars en 2011. Les exportateurs canadiens sont surtout victimes de la baisse de la construction résidentielle aux États-Unis depuis la crise et de la hausse de la valeur de la monnaie canadienne. Le ministre du Commerce international, Ed Fast, espère que l'entente apportera la stabilité nécessaire afin de soutenir les exportations à leur niveau actuel. Au Canada, cette industrie emploie plus de 25 000 travailleurs, souvent en région. L'Accord sur le bois d'œuvre avec les États-Unis reste important, mais le



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

gouvernement canadien cherche aujourd'hui activement à compenser la décroissance des exportations vers nos voisins du sud par l'ouverture des marchés asiatiques.



« La prolongation de l'accord sur le bois d'œuvre s'avère une excellente nouvelle pour les travailleurs canadiens de ce secteur et leurs familles. Elle apportera à l'industrie du bois d'œuvre la stabilité et la prévisibilité dont cette dernière a grandement besoin. »

– Ed Fast, ministre canadien du Commerce international, 23 janvier 2012

Rappelons que les conflits sur cette question entre le Canada et les États-Unis ne sont pas nouveaux. L'accord actuellement en vigueur depuis 2006 est survenu après que les États-Unis aient imposé une série de droits compensatoires sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre au début des années 2000. La plupart des forêts canadiennes exploitées étant publiques et les droits de coupe étant fixés arbitrairement par le gouvernement, le gouvernement américain considère que les entreprises canadiennes profitent de conditions de concurrence déloyale.

Pour une mise en contexte et une analyse détaillée du conflit sur le bois d'œuvre, consultez les analyses de Gilbert Gagné, directeur du Groupe de recherche sur l'intégration continentale à l'UQAM :

Gilbert Gagné et François Roch, « The US-Canada Softwood Lumber Dispute and the WTO Definition of Subsidy » , *World Trade Review*, Vol. 7, no. 3, 2008, pp. 547-572.

Gilbert Gagné, « The Canada-US Softwood Lumber Dispute : A Test Case for the Development of International Trade Rules », *International Journal*, Vol. 58, no. 3, 2003, pp. 335-368.

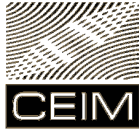
Sources : « Bois d'oeuvre : le Canada et les États-Unis prolongent leur accord de deux ans », *Radio-Canada*, 23 janvier 2012, en ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2012/01/23/004-bois-oeuvre-accord-prolonge.shtml> ;

Benoit Germain, « L'industrie du bois d'oeuvre au Canada : un aperçu de 2004 à 2010 », *Statistique Canada*, 19 janvier 2012, en ligne : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-621-m/11-621-m2011089-fra.htm>

Propriété intellectuelle

Philip Morris dépose une plainte contre l'Australie

L'entreprise Philip Morris International (PMI), l'un des principaux fabricants de cigarettes à l'échelle du globe, a déposé le 21 novembre 2011 une demande d'arbitrage contre le gouvernement australien devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. PMI souhaite faire pression sur le gouvernement australien qui a adopté une loi qui interdira l'affichage des marques de commerce sur les emballages des produits du tabac. L'objectif de Canberra est de rendre ces produits moins attrayants pour les consommateurs. PMI menace de réclamer des milliards de \$ É-U en compensation, jugeant que les dispositions de la loi violent ses droits de propriété intellectuelle.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

L'entreprise est basée en Suisse, mais opère en Asie à partir de son siège social de Hong-Kong. Elle a déposé sa plainte en vertu du traité bilatéral sur les investissements (TBI) entre l'Australie et Hong-Kong. En 2010, PMI avait déjà déposé une demande d'arbitrage contre le gouvernement uruguayen pour des raisons similaires, mais cette fois-ci en vertu du TBI entre la Suisse et l'Uruguay.

Ce cas est emblématique du problème de bol de spaghettis créé par l'enchevêtrement de multiples TBI et l'arbitrage règlementaire. L'entreprise américaine Altria, qui possédait PMI jusqu'en 2008, a modifié sa structure opérationnelle et a déménagé le siège social de PMI, auparavant situé à New York, afin de profiter de régimes règlementaires qui pourraient l'isoler d'éventuelles poursuites liées à la nature cancérigène de ses produits. Aujourd'hui, l'entreprise profite de cette structure pour faire pression sur des gouvernements afin qu'ils modifient leurs politiques de santé publique.

Devant ces pressions, le gouvernement australien réitère sa position traditionnelle et refuse de s'engager dans tout nouvel accord de commerce ou d'investissement qui inclurait un mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers. Il juge que de telles dispositions sont une entrave à l'exercice de sa souveraineté.² Les États-Unis pour leur part souhaitent inclure un tel mécanisme dans le Partenariat transpacifique (TPP). Cet enjeu contentieux est pour le moment laissé de côté dans les négociations, mais le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) assure que l'accord inclura un mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs étrangers et que celui-ci n'entravera pas la capacité des gouvernements à réguler dans l'intérêt public. Si l'Australie garde le cap, ce devrait être au prix d'une exception dans le traité final. Les États-Unis voudront éviter à tout prix ce scénario, qui créerait un précédent et une brèche dans l'approche globale du TPP.

« La propriété intellectuelle joue un rôle fondamental dans la distinction des produits fabriqués par Philip Morris et par ses concurrents. Sans marques de commerce, nos produits ne se distinguent pas facilement de ceux de nos concurrents. En conséquence, la concurrence se fera principalement par les prix. »

– Déclaration de Philip Morris Limited, citée dans Investment Treaty News

Sources : Jane Kelsey, « Investment Developments in the Trans-Pacific Partnership Agreement », *Investment Treaty News*, 12 janvier 2011, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2012/01/12/investment-developments-in-the-trans-pacific-partnership-agreement/> ; « Philip Morris files for arbitration over intellectual property dispute with Australia », *Investment Treaty News*, 12 janvier 2011, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2012/01/12/news-in-brief-6/> ; « Philip Morris Asia Files Lawsuit Against the Australian Government Over Plain Packaging », *Philip Morris International Press Release*, 21 novembre 2011, en ligne : <http://phx.corporate-ir.net/External.File?item=UGFyZW50SUQ9MTE2MTIwfENoaWxkSUQ9LTF8VHlwZT0z&t=1> ; Matthew C. Porterfield et Christopher R. Byrnes, « Philip Morris v. Uruguay: Will investor-State arbitration send restrictions on tobacco marketing up in smoke? », *Investment Treaty News*, 12 juillet 2011, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2011/07/12/philip-morris-v-uruguay-will-investor-state-arbitration-send-restrictions-on-tobacco-marketing-up-in-smoke/> ; Associated Press, « Altria to spin off Philip Morris International », *mshbc*, 29 août 2007, en ligne : http://www.msnbc.msn.com/id/20494757/ns/business-world_business/t/altria-spin-philip-morris-international/#.TygY5vkRCjV

² Pour plus de détails sur les liens entre cette affaire et les négociations du TPP, voir la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 20, de septembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

« The Top Economic Stories of 2011 », *Brookings Institution*, décembre 2011, en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2011/12_top_economic_stories.aspx

« Will CELAC Succeed Where Other Similar Efforts Have Failed? », *Inter-American Dialog*, 14 décembre 2011, en ligne : <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2815>

« With FTA Secured, Colombia Takes Steps Backwards on Human Rights », *The Washington Office on Latin America*, 20 décembre 2011, en ligne : http://www.wola.org/commentary/with_fta_secured_colombia_takes_steps_backwards_on_human_rights

Martin Feldstein, « The Failure of the Euro : The Little Currency That Couldn't », *Foreign Affairs*, janvier/ février 2012, en ligne : <http://www.foreignaffairs.com/articles/136752/martin-feldstein/the-failure-of-the-euro>

Liza Porteus Viana, « All Eyes on US Stop Online Piracy Act (SOPA): Fate Of Bill Now Unclear », *Intellectual Property Watch*, 17 janvier 2012, en ligne : <http://www.ip-watch.org/2012/01/17/all-eyes-on-us-stop-online-piracy-act-sopa-fate-of-bill-now-unclear>

William New, « US Supreme Court Rules on *Golan v. Holder*, Key Public Domain Case », *Intellectual Property Watch*, 18 janvier 2012, en ligne : <http://www.ip-watch.org/2012/01/18/us-supreme-court-rules-on-golan-v-holder-key-public-domain-case>

Zaahira Wyne, Shimelse Ali et Bennett Stancil, « Will Latin America Navigate the Global Headwinds? », *International Economic Bulletin*, 19 janvier 2012, en ligne : <http://carnegieendowment.org/ieb/2012/01/19/will-latin-america-navigate-global-headwinds/9330>

Charles Duhig et Keith Bradcher, « How the U.S. Lost Out on iPhone Work », *The New York Times*, 21 janvier 2012, en ligne : <http://www.nytimes.com/2012/01/22/business/apple-america-and-a-squeezed-middle-class>

Michael Shifter, « The Shifting Landscape of Latin American Regionalism », *Current History*, 23 janvier 2012, en ligne : <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2843>

Joshua Meltzer, « The European Union's Regulation of CO2 Emissions from Aviation and the Implications for International Trade », *Brookings Institution*, 23 janvier 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2012/0123_aviation_international_trade_meltzer.aspx

Meredith Broadbent et Murray Hiebert, « The Significance of the Trans-Pacific Partnership Negotiations », *Center for Strategic and International Studies*, 24 janvier 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/significance-trans-pacific-partnership-negotiations>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

Arvind Subramanian, « Learning from Chinese Mercantilism », *Business Standard*, 25 janvier 2012, en ligne : <http://www.business-standard.com/india/news/arvind-subramanian-learningchinese-mercantilism/462726/>

Christian Weller, « Economic Snapshot for January 2012 », *Center for Economic Progress*, 27 janvier 2012, en ligne : <http://www.americanprogress.org/issues/2012/01/econsnap0112.html>

Études économiques et commerciales :

Christopher Wilson, *Working Together: Economic Ties between the United States and Mexico*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, novembre 2011, en ligne : <http://www.wilsoncenter.org/publication/working-together-economic-ties-between-the-united-states-and-mexico>

Meredith Broadbent, *The Role of FTA Negotiations in the Future of U.S.-Egypt Relations*, Center for Strategic and International Studies, 13 décembre 2011, en ligne : <http://csis.org/publication/role-fta-negotiations-future-us-egypt-relations>

Howard Wial, Siddharth Kulkarni et Richard Shearer, *December 2011 – MetroMonitor: Tracking Economic Recession and Recovery in America's 100 Largest Metropolitan Areas*, The Brookings Institution, 15 décembre 2011, en ligne : http://www.brookings.edu/reports/2011/0622_metro_monitor.aspx

Aaditya Mattoo et Arvind Subramanian, *A China Round of Multilateral Trade Negotiations*, Peterson Institute for International Economics, Working Paper 11-22, décembre 2011, en ligne : <http://iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1999>

National Strategy for Global Supply Chain Security, White House, janvier 2012, en ligne : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/national_strategy_for_global_supply_chain_security.pdf

Charles K. Ebinger, *Evaluating the Prospects for Increased Exports of Liquefied Natural Gas from the United States*, Brookings Institution, janvier 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/papers/2012/01_natural_gas_ebinger.aspx

Peter Boone et Simon Johnson, « The European Crisis Deepens », *Peterson Institute Policy Brief no PB12-4*, janvier 2012, en ligne : <http://iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2027>

Anant A. Thaker et Elizabeth C. Williamson, *Unequal and Unstable : The Relationship Between Inequality and Financial Crises*, New America Foundation, 11 janvier 2012, en ligne : http://newamerica.net/publications/policy/unequal_and_unstable

William A. Galston, Alan Berube, Gary Burtless, Adam Looney et Elisabeth Jacobs, *The American Workforce and Growth through Innovation*, Brookings Institution, 17 janvier 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2012/0117_gti_halls.aspx

Claude Barfield et Matthew H. Jensen, *Global Value Chains and the Continuing Case for Free Trade*, American Enterprise Institute, 23 janvier 2012, en ligne :



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 2, février 2012

<http://aei.org/papers/economics/international-economy/trade/global-value-chains-and-the-continuing-case-for-free-trade/>

Michael Shifter, « The Shifting Landscape of Latin American Regionalism », *Current History*, 23 janvier 2012, en ligne : <http://www.thedialogue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=2843>

Dossier Pipeline Keystone XL :

Sarah O. Ladislaw, « The Latest in the Keystone XL Pipeline Saga », *Center for Strategic and International Studies*, 19 janvier 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/latest-keystone-xl-pipeline-saga>

Charles K. Enberger et Govinda Avasarala, « Keystone XL Rejection: The Road Not Taken », *Brookings Institution*, 18 janvier 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2012/0118_keystone_pipeline_ebinger.aspx

Steve Levine, « Keystone: Front and Center in the Plan to Bring Down Obama », *Foreign Policy*, 19 janvier 2012, en ligne : http://oilandglory.foreignpolicy.com/posts/2012/01/18/keystone_front_and_center_in_the_plan_to_bring_down_obama

Michael A. Levi et David M. Rubenstein, « Examining Obama's Pipeline Decision », *Council on Foreign Relations*, 20 janvier 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/united-states/examining-obamas-pipeline-decision/p27130>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278